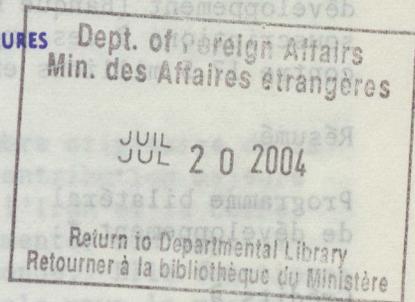


doc
CA1
EA9
R86
FRE
1966
septembre

PAGES DOCUMENTAIRES

DIVISION DE L'INFORMATION
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES
OTTAWA - CANADA



No. 86

(révisé en septembre 1966)

L'AIDE EXTÉRIÈRE DU CANADA

(Aperçu de l'activité du Canada dans le cadre des programmes bilatéraux d'aide au développement, pour l'année financière 1965-1966, soumis par le Bureau de l'aide extérieure.)

Les fonds destinés aux programmes d'aide que dirige et administre le Bureau de l'aide extérieure ont été affectés selon les crédits suivants:

Aide économique et technique, aide à l'enseignement et autres formes d'assistance (y compris le Secours d'urgence international):	\$55,600,000
Programme international d'aide alimentaire (y compris 15 millions supplémentaires):	\$35,000,000
Aide spéciale sous forme de prêts aux pays en voie de développement:	\$50,000,000
	<hr/>
	\$140,600,000

Statistique internationale

Le Comité de l'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, principal organe de coordination internationale en matière d'aide, établit un relevé annuel du mouvement des ressources financières à long terme vers les pays sous-développés. Les crédits qui ont une échéance de plus de cinq ans, y compris les crédits consentis en vertu de l'article 21A de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, sont compris dans cette catégorie. Ces prêts renferment un élément d'assistance du fait que leurs longues échéances permettent aux pays en voie de développement de se procurer des biens d'équipement qu'ils ne pourraient acheter selon les conditions normales du commerce. Au cours de 1965-1966, la Société d'assurance des crédits à l'exportation a consenti 49.3 millions de dollars en prêts à long terme aux pays en voie de développement, au regard de 76 millions l'année précédente. Le total des engagements annuels est sujet à des fluctuations considérables.

Outre l'aide prévue par les programmes bilatéraux, le Canada contribue de façon substantielle à un certain nombre de programmes d'aide multilatéraux, dont le Programme de développement des Nations Unies, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Association internationale pour le développement (Banque mondiale). En 1965-1966, les contributions et les souscriptions à ces organisations se sont élevées à 24.6 millions de dollars contre 17.5 millions en 1964-1965.

Résumé	<u>1965-1966</u>	<u>1964-1965</u>
Programme bilatéral de développement *:	\$140,600,000	\$132,600,000
Crédits à l'exportation:	\$ 49,300,000	\$ 76,000,000
Aide multilatérale:	\$ 24,600,000	\$ 17,500,000
TOTAL	\$214,500,000	\$226,100,000

* Y compris le programme d'aide alimentaire, dont une partie est utilisée comme contributions en nature aux programmes des Nations Unies.

Coordination internationale

Le Canada a continué à jouer un rôle actif au sein de divers organismes de coordination dans le domaine de l'assistance, entre autres le Comité de l'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques et les réunions de consortiums et les groupes consultatifs organisés par la Banque mondiale. Une des questions les plus importantes qu'étudient actuellement les pays industrialisés est la forte dette qu'accusent plusieurs pays sous-développés. La Banque mondiale estime qu'une grande partie des ressources financières que reçoivent ces pays ne peuvent servir à de nouveaux investissements, parce qu'elles retournent aux pays donateurs sous forme de paiement des intérêts et des dividendes. A cet égard, le Canada a reçu des éloges en ce qui concerne les conditions faciles de son aide.

Organismes bénévoles

En plus des programmes d'aide administrés par le gouvernement canadien, les organismes bénévoles du Canada contribuent de façon importante au développement économique et social ainsi qu'à l'expansion de l'enseignement. On estime que les Canadiens versent quelque 25 millions de dollars annuellement à l'oeuvre qu'accomplissent outre-mer les groupements religieux et autres organismes privés.

En 1965-1966, \$500,000 ont été accordés au Service universitaire canadien outre-mer (SUCO) pour l'envoi de Canadiens dans les pays en voie de développement pour y travailler sur place. Le Canada a appuyé le travail du Comité national de la Campagne mondiale contre la faim (aujourd'hui la Fondation canadienne contre la faim), qui a parrainé et qui continue à

soutenir le Centre de technologie alimentaire de Mysore en Inde. Le gouvernement canadien a accédé à la demande du gouvernement indien d'utiliser les fonds de contre-partie qui proviennent de la fourniture de denrées alimentaires et d'articles d'industrie, pour l'établissement d'une maison internationale au Centre.

Banque asiatique de développement

Au cours de l'année, le Canada est devenu membre originaire de la Banque asiatique de développement, qui apportera une contribution majeure au développement économique de la région située entre l'Iran et la Corée. Aux termes de la charte, la Banque est autorisée à augmenter son capital versé par des emprunts sur le marché des capitaux du monde. Elle fonctionne sur une base analogue à celle de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, laquelle consent des prêts de mise en valeur à des conditions financières faciles. Sauf dans des cas particuliers, les fonds prêtés par la Banque ne peuvent servir qu'à des achats dans les pays membres, au nombre desquels se trouve le Canada.

L'appui apporté par le Canada est une suite logique de l'intérêt soutenu qu'il manifeste depuis longtemps à l'endroit de la région où s'applique le Plan de Colombo. La Banque est autorisée à administrer les fonds spéciaux mis à sa disposition par les gouvernements. Ainsi, en plus de souscrire des capitaux, le Canada peut, en collaboration avec la direction de la Banque, adopter des mesures qui assureront le meilleur emploi possible de ses ressources dans les programmes bilatéraux de mise en valeur.

Secours d'urgence

En 1965-1966, le gouvernement a inclus au crédit de l'aide extérieure un montant de \$100,000 affecté au secours d'urgence, ce qui permet de répondre plus rapidement aux appels autorisés par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Dans presque tous les cas, l'aide administrative fournie par la Société canadienne de la Croix Rouge est consacrée à l'affectation des fonds aux fins de secours les plus appropriées. Au cours de l'année, les fonds ont servi à soulager les effets des désastres naturels au Chili, en Grèce, au Pakistan, en Yougoslavie, en Corée, en Jordanie et en Indonésie.

Aide alimentaire

Les besoins alimentaires de l'Inde, intensifiés en 1965-1966 par une grande sécheresse, par la croissance rapide de la population et par des problèmes de change étranger, ont placé le programme d'aide alimentaire du Canada dans une situation difficile et il a fallu augmenter de 13 millions de dollars le montant accordé en 1964-1965.

Avant la fin de l'année financière, le gouvernement a annoncé son intention de faire approuver par le Parlement pour 1966-1967 un budget de 75 millions pour l'aide alimentaire.

Cette augmentation de l'aide alimentaire directe a été suppléée par l'affectation de sommes plus élevées à la production agricole dans les pays en voie de développement, selon les programmes bilatéraux d'assistance.

L'aide alimentaire et agricole du Canada est accordée sous forme de bateaux de pêche, d'instruments aratoires, de parasitocides et d'engrais, d'entrepôts de produits alimentaires et d'unités frigorifiques et de matériel et d'avions pour la pulvérisation des cultures.

Les projets hydro-électriques auxquels le Canada a participé comprennent l'irrigation, la mise en valeur des terres, l'électrification rurale et le contrôle de la crue des eaux. Le Canada a aussi envoyé outre-mer un grand nombre de conseillers en matière de coopératives et d'experts en agriculture et en pêches et a assuré la formation de plusieurs étudiants dans ses écoles et collèges agricoles dans le cadre de ses programmes d'aide extérieure. De plus, les contributions du Canada en fonds et en personnel aux organismes internationaux ont aidé à l'établissement de programmes de développement agricole à long terme.

L'an dernier, le Canada a entrepris des projets d'irrigation et de mise en valeur des terres au Ghana (\$650,000), de fourniture d'engrais en Inde (3.5 millions de dollars) de relevé des ressources en Malaisie (1 million), de fourniture d'engrais au Pakistan (\$875,000) et d'aménagement du bassin d'une rivière en Equateur (1.26 million).

Le Canada a aussi participé à des projets touchant l'agriculture dans les Antilles, au Kenya, au Nigéria, en Zambie et en Thaïlande.

Éducation

L'aide à l'enseignement s'est encore accrue. Au cours de l'année scolaire 1965-1966, le Canada comptait dans les pays étrangers 533 instituteurs et professeurs, 39 administrateurs en enseignement et 31 conseillers en éducation à l'emploi du Bureau de l'aide extérieure. Ceci représente une augmentation de 203 sur le nombre d'enseignants en service outre-mer l'année précédente. Le nombre d'étudiants étrangers qui étudient au Canada dans le cadre des programmes du Bureau de l'aide extérieure est passé de 1,820 à 2,538. Depuis 1960, les dépenses annuelles effectuées pour le compte des experts, des enseignants et des stagiaires (rémunération et indemnités, transport et frais connexes) sont passées de 1 million environ à quelque 17.35 millions.

Dans le cadre de son programme d'enseignement, le Canada a continué à accorder la priorité aux demandes d'enseignants pour les écoles normales et pour des postes supérieurs dans les écoles secondaires. Le personnel canadien dans les écoles normales en particulier, contribue de la façon la plus efficace à l'objectif fixé, soit augmenter le nombre d'enseignants locaux qualifiés et hausser le niveau de l'instruction. En 1965-1966, la moitié des éducateurs canadiens outre-mer enseignaient dans les écoles normales et un grand nombre de ceux qui enseignaient dans les écoles secondaires participaient à des cours de formation en service. De plus, plusieurs Canadiens qui n'étaient pas engagés directement dans la formation du personnel enseignant ont pu, grâce à leur vaste expérience et du fait qu'ils occupent des postes-clef, contribuer de façon importante à l'élaboration du programme d'études et à l'amélioration des méthodes d'enseignement. Les pays en voie de développement ont surtout besoin de professeurs de mathématiques et de sciences, de français et d'anglais et d'arts et métiers; en 1965-1966, la plupart des professeurs enseignaient ces disciplines.

Dans le cadre du programme universitaire, des Canadiens ont accepté de servir comme professeurs de pathologie vétérinaire à l'Université d'Ibadan au Nigéria, professeurs de chimie organique à l'Université de Guyana en Guyane britannique et professeurs de botanique à l'Université de Peshawar au Pakistan. D'autres Canadiens ont fait partie d'équipes envoyées par les universités canadiennes aux termes de dispositions contractuelles générales prises avec le Bureau de l'aide extérieure.

Plusieurs projets mis en oeuvre au cours des années précédentes ont accusé certain progrès, en particulier les projets entrepris avec l'Université de Toronto pour la création d'une faculté de génie à l'Ecole régionale d'ingénieurs de Karnataka à Mangalore en Inde et avec l'Université de la Colombie-Britannique pour l'établissement d'un Département d'éducation des adultes à l'Université Rajasthan à Mysore, en Inde. Des projets ont aussi été élaborés en vue de conclure de nouvelles ententes avec l'Université McGill entre autres, pour l'établissement d'une école de médecine à Nairobi au Kenya. Ces projets ont été lancés dans l'espoir qu'ils assureront une collaboration continue entre les universités canadiennes et les universités des pays en voie de développement.

L'année scolaire 1965-1966 a marqué l'introduction d'un programme de bourses de perfectionnement dans le cadre du Programme canadien des bourses d'études et de spécialisation du Commonwealth. Au cours de l'année, trois bourses de spécialisation d'un an ont été accordées à trois professeurs à l'échelon universitaire en vue d'études dans des universités canadiennes. De plus, quatre bourses de séjour ont été accordées à des professeurs et d'autres figures dominantes dans le domaine de l'éducation publique; ces derniers sont venus au Canada pour de courtes périodes d'études. Pendant l'année, le Canada s'est chargé des frais de scolarité de 222 étudiants du Commonwealth, dont 80 p. 100 venaient des pays en voie de développement. Soixante-dix-sept Canadiens ont obtenu des bourses d'études dans d'autres pays du Commonwealth.

Au cours de l'année, quatre écoles construites par le Canada dans les Huit petites Antilles ont ouvert leurs portes et à la fin de l'année on préparait l'ouverture d'un nouveau Centre de formation professionnelle à Accra, au Ghana. Alors qu'il était de passage au Nigéria, le premier ministre, M. L.B. Pearson, a annoncé la décision du Canada d'aider à la construction d'une école secondaire à Bénin, dans la région occidentale du Nigéria. Il y a eu progrès dans l'établissement d'écoles polyvalentes en Thaïlande, un million ayant été consacré à l'équipement et à la formation sous forme de prêts de développement à long terme et \$500,000 ayant été versés en subventions. Le Canada a décidé d'envoyer 900 tonnes de papier à la République du Congo (Kinshasa) pour aider à la rédaction de manuels au cours des trois prochaines années.

En plus des Canadiens affectés à des institutions d'enseignement proprement dites, 277 conseillers techniques ont travaillé dans divers domaines, y compris la médecine, l'hygiène, les services aériens, l'administration de centrales hydro-électriques, la culture du blé et les recherches sur la rouille. Des ententes ont aussi été conclues dans ces domaines entre les institutions canadiennes et les institutions d'outre-mer.

Plan de Colombo

Le Canada a participé à la création du Plan de Colombo pour le développement économique du Sud et du Sud-Est asiatiques. Les principaux pays donateurs sont l'Australie, la Grande-Bretagne, le Canada, le Japon, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis d'Amérique; en outre, plusieurs pays de la région du Plan offrent maintenant une assistance technique à leurs voisins.

Les contributions du Canada dans le cadre du Plan se sont élevées à \$670,619,000 à la fin de l'année financière 1965-1966. Cette aide a surtout été accordée à Ceylan, à l'Inde, à la Malaisie et au Pakistan, pays membres du Commonwealth. D'autres pays du Sud et du Sud-Est asiatiques pourront aussi recevoir de l'assistance du Canada.

Pays du Commonwealth

Ceylan

De 1950 jusqu'à la fin de l'exercice 1965-1966, l'aide totale du Canada au développement économique de Ceylan s'élevait à \$36,086,000 affectés comme il suit:

Assistance-équipement	\$16,248,000
Aide alimentaire	16,422,000
Assistance en produits de base	484,000
Assistance technique	1,932,000
Prêts de mise en valeur	1,000,000

En 1965-1966 on a achevé une piste, longue de deux milles, à l'aéroport international de Katunayake et accordé un prêt spécial de développement qui permettra la construction d'une aérogare. Les installations de réfrigération du poisson de Mutwal, équipées antérieurement grâce à l'assistance du Canada, sont en cours d'agrandissement. L'an dernier, le Canada a non seulement fourni pour \$2 millions de farine à Ceylan, mais aussi des engrais valant \$150,000 et du papier-journal pour \$150,000. De plus, un prêt d'un million pour le développement permettra à Ceylan d'acheter de la fibre d'amiante au Canada.

Ces produits de base ont été fournis à la suite d'une réunion des pays donateurs que la Banque mondiale a parrainée et où il a été question de la position critique de Ceylan en matière de change.

De 1950 jusqu'à la fin de l'exercice 1965-1966, on a formé au Canada 145 étudiants ceylanais; par ailleurs, 49 enseignants et conseillers ont servi à Ceylan. En 1965-1966, nous avons financé les études de 32 Ceylanais au Canada et envoyé deux conseillers dans l'île.

Inde

De 1950 jusqu'à la fin de l'exercice 1965-1966, l'aide totale du Canada au développement économique de l'Inde s'élevait à \$354,818,000, affectés comme il suit:

Assistance-équipement	\$105,359,000
Aide alimentaire	103,030,000
Assistance en produits de base	111,514,000
Assistance technique	4,675,000
Prêt de mise en valeur	30,000,000
Imprévus	240,000

En 1965-1966, les aménagements hydro-électriques du projet d'Idikki ont continué, entres autres des barrages sur le Periyar et la Cheruthoni dans l'État de Kerala et la construction d'une centrale génératrice de 500,000 kW. La participation canadienne consistera en un prêt de 20 millions destiné au développement et une subvention de 5 millions qui portera sur divers projets: envoi d'ingénieurs et de techniciens chargés des plans et de la construction, matériaux de construction et outillage de la centrale, installation des lignes de transport d'énergie.

En fin d'année 1965-1966, la quatrième centrale du projet hydro-électrique de la Kundah démarrait dans l'État de Madras, après cinq ans de participation canadienne. L'aide du Canada en services techniques, outillage et matériaux divers s'est élevée à 45 millions.

Le Canada a collaboré aussi à un relevé géologique aux fins de développement et d'exploitation des ressources naturelles de l'Inde. Les travaux s'étendront sur une période de trois à cinq ans et le prêt canadien totalisera 9.5 millions de dollars pour la fourniture d'équipement et la formation de foreurs indiens. En outre, le Canada a accordé 9.5 millions afin d'aider l'implantation de la fabrique des pâtes de papiers de Sohan Lal. Grâce à un autre prêt de 2.15 millions, le Port de Calcutta est doté de 13 locomotives usinées au Canada.

Afin de réduire la disette en Inde, le Canada a ajouté 15 millions à l'allocation alimentaire de 19 millions affectés en 1965-1966. Le Canada a annoncé également qu'il ne demandera pas de rembourser les 10 millions dûs par l'Inde selon la convention de prêt de 1958 relative à l'achat de farine canadienne.

Dans le cadre du programme d'assistance technique, on a formé au Canada 842 étudiants indiens; par ailleurs, 45 conseillers et enseignants canadiens ont servi en Inde. Pendant l'année scolaire 1965-1966, 196 étudiants indiens ont suivi des cours de spécialisation au Canada.

Pakistan

De 1950 à la fin de l'exercice 1965-1966, l'aide totale du Canada au développement économique du Pakistan s'élevait à \$213,176,000 affectés comme il suit:

Assistance-équipement	\$91,984,000
Aide alimentaire	43,635,000
Assistance en produits de base	54,142,000
Assistance technique	3,899,000
Prêt de mise en valeur	19,000,000
Imprévus	516,000

En 1965-1966, les travaux ont continué sur les projets suivants:

- Ligne de transport d'énergie Bheramara-Goalpara, longue de 110 milles, reliant les centrales thermiques de Bheramara et Goalpara, financées par le Canada.
- Ligne de transport d'énergie Comilla-Sylhet, longue de 140 milles, reliant les centrales thermiques de Fenchuganj et Sylhet au réseau principal du Pakistan oriental à Siddhirjanj.
- Centrale thermique de Sukkur dans le Pakistan occidental. Le premier groupe générateur de 50,000 kW a démarré en mars 1965 et la ligne de transport d'énergie est longue d'environ 600 milles.
- Chittagong: Étude des terres et du potentiel économique de 33,000 milles carrés dans la région montagneuse du Pakistan oriental.
- Khulna (Pakistan oriental) - Fabrique de panneaux durs de 1/8 po., dont la capacité de production annuelle sera de 30 millions de pieds carrés. Une entreprise canadienne a dressé les plans, surveillé la construction et la formation des techniciens pakistanais.
- Ligne de transport d'énergie Est-Gange-Ouest. L'apport du Canada en prêt pour le développement s'évalue à 10 millions.
- Le Pakistan et le Canada ont signé une convention pour le financement d'une centrale nucléaire près de Karachi. Les fonds nécessaires au prêt pour le développement s'obtiendront selon l'article 21A de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

En 1965-1966, le Pakistan a reçu une aide alimentaire de 4 millions et des produits industriels pour 7.475 millions. Dans le cadre du programme d'assistance technique, 154 Pakistanais ont poursuivi des études au Canada et quatre enseignants et huit conseillers Canadiens ont travaillé au Pakistan, soit au total 533 étudiants et 42 conseillers et enseignants depuis 1950.

Malaisie (Fédération malaise, Sarawak et Sabah)

Depuis 1950, l'aide du Canada au développement économique de la Malaisie s'est élevée à \$16,075,000 affectés comme il suit:

Assistance-équipement	\$11,146,000
Assistance technique	3,929,000
Prêt de mise en valeur	1,000,000

En 1965-1966, l'examen des ressources naturelles a continué afin d'établir un programme d'exploitation des industries forestières, agricoles et minières. Ce projet, que le Canada appuie de \$1,500,000, comprend entre autres un levé photogrammétrique de 50,000 milles carrés, l'envoi de conseillers qui collaborent avec les Malaisiens à l'analyse et à l'utilisation des données de cette étude d'ensemble de la Malaisie. Il est fourni un matériel valant 3 millions à 54 écoles générales et

écoles secondaires de métiers pour l'enseignement des arts pratiques. L'aide comporte aussi une école pour la formation de techniciens des sciages, des services médicaux, une école de garçons, l'étude de projets d'adduction et d'évacuation des eaux.

Depuis 1950, 398 Malaisiens ont poursuivi des études au Canada; entre-temps, 133 instituteurs et conseillers canadiens ont servi en Malaisie. Il y en a eu respectivement 224 et 59 en 1965-1966.

Singapour

Singapour s'étant détaché de la Malaisie, on s'est chargé d'un programme différent qui comporte des projets d'étude de la région portuaire et d'assistance-équipement d'une école des métiers. (Ces plans ont été approuvés pour l'année financière 1966-1967).

De 1957 à 1962, Singapour a reçu \$120,000 pour équiper des écoles professionnelles et techniques. En 1965-1966, 103 étudiants (dont 76 en 1965) ont reçu une formation au Canada et 33 conseillers ont servi à Singapour (dont 16 en 1965).

Pays non membres du Commonwealth

Afghanistan

L'aide du Canada, dans le cadre du Plan de Colombo, a commencé en septembre 1965. Quatre étudiants ont reçu une formation au Canada et un spécialiste dans la production du grain a servi en Afghanistan.

Brunéi

L'aide du Canada, dans le cadre du Plan de Colombo, a été d'ordre technique. Au total, 9 étudiants de Brunéi ont reçu une formation au Canada.

Birmanie

Depuis 1950, l'aide du Canada au développement économique de la Birmanie s'est élevée à \$6,312,000 affectés comme il suit:

Assistance-équipement	\$1,903,000
Aide alimentaire	3,350,000
Assistance technique	1,059,000

Le principal projet entrepris par le Canada est la construction du pont de Thaketa, reliant Rangoon à l'une de ses banlieues. Le Canada fournira de l'équipement jusqu'à concurrence de \$1,790,000 en devises fortes et la Birmanie contribuera \$2,080,000 perçus sur la vente de produits canadiens.

En 1965-1966, la Birmanie a obtenu du blé et de la farine de froment pour \$350,000.

Depuis 1950, 191 étudiants birman ont reçu une formation au Canada et 13 conseillers canadiens ont servi en Birmanie. En 1965-1966, 17 Birmans suivaient des cours au Canada et un médecin - spécialiste servait en Birmanie.

Cambodge

Depuis 1950, l'aide du Canada au développement économique du Cambodge s'est élevée à \$629,000 affectés comme il suit:

Assistance-équipement	\$ 16,000
Aide alimentaire	100,000
Assistance technique	513,000

L'assistance-équipement offerte au Cambodge a été sous la forme de services vétérinaires. En 1965-1966, on a entrepris de tirer à 1,000 exemplaires un manuel technique dont les frais d'impression s'élèveront à \$5,000.

Le Cambodge est l'un des quatre pays qui profitera d'un projet cartographique de 1.3 million de dollars, entrepris par le Canada et ayant trait au bassin du fleuve Mékong. (Voir Laos, Thaïlande et Vietnam.)

Au total, 103 étudiants du Cambodge ont suivi des cours ici et 14 conseillers du Canada ont servi au Cambodge. Il y en a eu respectivement 26 et 7 en 1965-1966.

Philippines

L'aide du Canada aux Philippines s'est élevée à \$559,000. Deux cent quinze étudiants, dont 47 l'année dernière, ont suivi des cours ici et un conseiller a servi là-bas.

Thaïlande

Le Canada a accordé à la Thaïlande une assistance technique de \$1,006,500: 243 étudiants dont 68 en 1965-1966, ont reçu une formation ici et 17 conseillers, dont 10 en 1965-1966, ont servi là-bas.

Un prêt pour le développement d'un million de dollars finance l'équipement scolaire et les matériaux d'un projet quinquennal (1965-1970) qui établira vingt écoles générales en Thaïlande. Relativement à ce programme, le Canada accorde une subvention de \$500,000 pour la formation d'instituteurs. Neuf professeurs de l'Université du Manitoba aident à l'établissement des facultés d'agronomie et de génie à l'Université du Nord-Est (Kohn Kaen).

Le projet cartographique concernant le bassin du fleuve Mékong et l'aménagement hydro-électrique du Nam Ngum avantageront aussi la Thaïlande. (Voir Laos, Cambodge et Vietnam.)

Vietnam du Sud

Depuis 1953, l'aide du Canada au développement économique du Vietnam du Sud s'est élevée à \$3,810,332 affectés comme il suit:

Assistance-équipement	\$ 505,700
Aide alimentaire	1,000,000
Assistance technique	2,304,632

Le Canada s'est chargé de rénover les services de traitement des tuberculeux à l'hôpital provincial de Quang Ngai; il s'occupe aussi d'un programme pour recruter plus de médecins et d'infirmières. A la fin de l'année financière, trois docteurs canadiens servaient au Vietnam à titre de conseillers dans le cadre du Plan de Colombo.

Depuis 1953, le Canada a fourni au Vietnam du Sud du blé pour \$940,000 et du beurre valant \$60,000. Grâce à cette aide, la contrepartie des fonds disponibles a permis d'établir des services médicaux à l'Université de Hué.

Au total 380 Vietnamiens, dont 191 en 1965-1966, ont poursuivi des études au Canada. Par ailleurs, quatre conseillers envoyés au Vietnam du Sud dès le début du programme d'assistance servent encore dans ce pays.

Le Vietnam du Sud bénéficie également du projet cartographique relatif au bassin du Mékong. (Voir aussi Laos, Cambodge et Thaïlande.)

Indonésie

Depuis 1950, l'aide du Canada au développement économique de l'Indonésie s'est élevée à \$5,216,000 affectés comme il suit:

Assistance-équipement	\$ 403,000
Aide alimentaire	2,550,000
Assistance technique	2,263,000

Aucun projet d'équipement n'a été entrepris en 1965-1966 et il n'y a pas eu d'envoi de marchandises.

Depuis 1950 on compte 390 Indonésiens, dont 35 en 1965-1966, qui ont étudié au Canada. Dans le cadre du Plan de Colombo on a envoyé 14 conseillers en Indonésie, mais aucun conseiller canadien ne s'y trouve aujourd'hui.

Corée

L'aide économique à la Corée a été d'ordre technique. A ce jour, 128 Coréens, dont 19 en 1965-1966, ont poursuivi des études au Canada.

Durant l'année, la Corée a fait appel à nos services pour revaloriser son industrie laitière; on recrute à ce propos une équipe d'experts qui étudiera ce problème en Corée.

Laos

L'aide du Canada au développement économique du Laos s'est élevé à \$368,000; elle a été surtout d'ordre technique. En 1965-1966, le Laos a reçu du matériel d'enseignement audio-visuel. Sur 61 Laotiens qui ont poursuivi des études au Canada, 35 se trouvaient ici l'année dernière. Jusqu'ici, le Canada a envoyé 8 conseillers au Laos, dont cinq l'an dernier.

Le Laos est l'un des quatre pays qui bénéficieront du projet cartographique de 1.3 million de dollars, entrepris par le Canada et ayant trait au bassin du fleuve Mékong. La participation canadienne sera de deux millions pour l'aménagement hydraulique du Nam Ngum et le programme d'irrigation de la région. (Voir Cambodge, Thaïlande et Vietnam.)

Népal

L'aide économique au Népal s'est chiffrée à \$335,000. Sept Népalais ont étudié au Canada et nos envois de farine se sont élevés à \$60,000.

Fonds de développement du bassin de l'Indus

En septembre 1960, le Canada était le premier signataire de la convention relative au Fonds de développement du bassin de l'Indus et il souscrivait 38.9 millions de dollars pour la période 1960-1970. Au total, le projet coûtera 1,210 millions en devises fortes.

La Banque mondiale a conçu ce plan afin de régler le différend entre l'Inde et le Pakistan à propos de la consommation des eaux du bassin de l'Indus. La ligne de démarcation entre les deux territoires donne lieu à contestation car elle traverse six grands affluents du réseau de l'Indus. L'amont des cours d'eau est en Inde et elle tient à l'exploiter davantage; quant au Pakistan, il se préoccupe de conserver le débit traditionnel.

Après huit ans de négociations, la convention a établi pour une décennie une entreprise multilatérale dont la Banque mondiale assumera la direction. L'objectif est une production maximum dans la région de l'Indus qui s'étend sur 23 millions d'acres et fournit 75 p. 100 des vivres et fibres du Pakistan occidental; de plus, le projet augmentera la distribution d'énergie électrique et irriguera les terres arables nourrissant des millions de personnes.

Le développement du bassin de l'Indus exige d'importants terrassements, les premiers de cette envergure. On construira aussi un barrage principal et sept barrages pour la dérivation du fleuve ainsi que 430 milles de canaux dans un complexe de quatre réseaux d'eaux.

Pays Africains du Commonwealth

En général SCAAP, le programme d'assistance réservé aux pays du Commonwealth en Afrique, est semblable au Plan de Colombo en Asie, sauf que ce dernier englobe maintenant des pays qui ne sont pas membres du Commonwealth. Ce sont surtout la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande qui contribuent au SCAAP.

En 1960, le Gouvernement du Canada s'est engagé à verser au Commonwealth africain des subventions dont le montant sera de 3.5 millions annuellement, pendant trois ans, à compter du 1er avril 1961. On a porté cette aide à 6.5 millions pendant l'année financière 1964-1965 et à 9.5 millions en 1965-1966. Le 1er novembre 1965, le Canada ratifiait le premier prêt destiné au développement dans le cadre du SCAAP et accordait au Nigéria 3.5 millions pour l'achat de câbles concernant un projet de télécommunications.

Les pays africains ont donné la priorité à l'assistance pédagogique et technique et les programmes canadiens sont donc orientés dans ce sens. Pendant l'année scolaire 1965-1966, 581 étudiants du Commonwealth africain ont reçu une formation au Canada. Par ailleurs, le Bureau de l'aide extérieure a affecté 312 enseignants et 115 conseillers en Afrique.

Basutoland

En 1965, le Canada a fourni les rayonnages de bibliothèque de l'Université du Basutoland, du Betchouanaland et du Souaziland. Au total 38 étudiants, dont 27 en 1965-1966, ont suivi des cours au Canada; par ailleurs, quatre instituteurs et cinq conseillers canadiens servent au Basutoland.

Betchouanaland

Sept étudiants ont reçu une formation au Canada, dont quatre en 1965-1966. Dans le cadre du programme d'assistance technique, trois enseignants et deux conseillers servent au Betchouanaland.

Gambie

Depuis 1961-1962 il y a eu au total 13 étudiants gambiens au Canada, dont 10 en 1965-1966. Deux instituteurs canadiens enseignent en Gambie.

Ghana

Vers la fin de l'année financière 1965-1966, on devait inaugurer le Centre de formation technique à Accra. L'aide canadienne de \$1,155,000 a permis la construction et l'équipement ainsi que la dotation en personnel du Centre, qui abritera 400 étudiants.

Le Canada participe à un projet d'irrigation et d'amendement du sol qui transformera en terre arable la savane dans le nord du Ghana. Une équipe d'agronomes des services du Rétablissement agricole des Prairies a élaboré un programme que des experts canadiens exécutent au Ghana grâce à la quote-part canadienne de \$650,000.

Au total 224 Ghanéens, dont 104 en 1965-1966, ont reçu une formation au Canada, qui a envoyé 90 enseignants et 75 conseillers au Ghana (respectivement 79 and 35 pendant l'année).

Kenya

En 1963 le Canada a entrepris une étude des forêts, évaluée à \$750,000, qui se poursuivait encore en 1965-1966. Le projet comporte des photographies aériennes et des travaux de mise en valeur des ressources forestières. Grâce aux experts canadiens, plus de 65 nationaux du Kenya ont reçu sur place une formation technique. Le Canada fournit aussi \$120,000 d'équipement aéro-électronique.

En outre, nous accordons \$250,000 pour aider la formation clinique des étudiants en médecine à l'hôpital national Kenyatta à Nairobi. A ce propos, on a recruté une équipe de pédiatres et de spécialistes en médecine interne de l'Université McGill.

Un projet récent affecte \$350,000 à la production du blé que des scientifiques canadiens aideront à améliorer sur place; on s'occupera aussi de former des cultivateurs. Une période de cinq ans est prévue pour l'exécution de ce programme.

Au total, 69 étudiants du Kenya, dont 47 en 1965-1966, ont suivi des cours au Canada, qui a envoyé 22 enseignants et 16 conseillers au Kenya (respectivement, 21 et 10 en 1965-1966).

Malawi

Grâce à l'assistance-equipement, l'étude de la rentabilité de l'industrie des pâtes et papiers a été menée à bien. Pendant l'année, on a aussi autorisé des fonds pour équiper un centre aérien d'information.

Au total 21 étudiants, dont 19 en 1965-1966, ont reçu une formation au Canada; par ailleurs, 8 enseignants et 13 conseillers ont servi au Malawi.

Île Maurice

Il y a eu au total 30 ressortissants de l'île Maurice (23 en 1965-1966) qui ont étudié au Canada. D'autre part, trois enseignants et trois conseillers sont partis en mission dans l'île.

Nigéria

En 1965-1966, on étudie les ressources forestières du Nigéria oriental grâce à une contribution canadienne de \$300,000. Il se fait aussi des photographies et levés aériens des villes d'Ibadan et Bénin ainsi que d'autres régions du Nigéria occidental (\$1,580,000). On étudie également les possibilités d'aménagement hydraulique dans les régions rurales de l'Ouest (\$215,000). En outre, le Canada a accordé 1.5 million de dollars pour la construction, l'équipement et la dotation en personnel d'une école technique secondaire à Benin. Les enseignants nigériens recevront leur formation au Canada.

D'autres projets comportent la fourniture de dispositifs pour le traitement des données et des collections de publications sur le droit canadien pour les bibliothèques gouvernementales et universitaires.

Nous avons aidé 224 Nigériens (101 en 1965-1966) à poursuivre leurs études au Canada et envoyé au Nigéria 107 enseignants et 16 conseillers (83 et 14 en 1965-1966).

Rhodésie

Nous avons aidé 49 Rhodésiens, dont 36 en 1965-1966, à poursuivre leurs études au Canada. Des 9 enseignants canadiens en Rhodésie, lors de la déclaration unilatérale d'indépendance, 5 ont été mutés au Ghana et 4 au Nigéria.

Sierra-Leone

Au total 53 étudiants de Sierra-Leone (36 en 1965-1966) ont reçu une formation au Canada qui a envoyé 14 enseignants dans ce pays.

Tanzanie

Une contribution canadienne d'un million de dollars finance des levés aériens dans le sud-est de la Tanzanie et dans la vallée du Kilombero. Ces travaux cartographiques permettront l'étude du développement économique de la région. L'étude d'aménagement de Dar-es-Salaam est terminée et la préparation du plan directeur financée par un prêt pour le développement de \$450,000. On a fourni pour un montant global de \$460,000 des cars de cinéma, des véhicules destinés au Service des parcs nationaux et au ministère des Forêts, ainsi que du matériel pour le collège technique de Dar-es-Salaam. Un prêt pour le développement de 2 millions de dollars permettra l'installation des lignes de transport d'énergie.

En finançant les études au Canada de 52 Tanzaniens, leur nombre total s'est élevé à 66 en 1965-1966. Le Canada a envoyé 39 enseignants et 30 conseillers en Tanzanie où 61 d'entre eux servaient encore en 1965-1966.

Ouganda

Le Canada a fourni des cars de cinéma, des films éducatifs, du matériel pour l'enseignement des travaux manuels et de l'assistance-équipement en géologie, pêcheries et forêts. Depuis 1960-1961 il y a eu 113 étudiants, dont 100 en 1965-1966, qui se sont perfectionnés au Canada qui a envoyé en Ouganda 33 enseignants et 18 conseillers (30 et 14 en 1965-1966).

Zambie

Le Canada et la Grande-Bretagne étudient de concert la possibilité d'un chemin de fer qui relierait Lusaka en Zambie à Dar-es-Salaam en Tanzanie.

Au total 23 étudiants de Zambie, dont 16 l'année dernière, ont suivi des cours au Canada qui a envoyé 4 enseignants et 2 conseillers en Zambie.

Afrique francophone

Ce programme a été lancé en avril 1961 à l'intention des 21 pays qui étaient auparavant des territoires sous la dépendance de la France ou de la Belgique. Durant les trois premières années, les crédits votés au titre du programme se sont élevés à \$300,000 par an et on a accordé une place prépondérante à l'aide à l'enseignement. Pour l'exercice 1964-1965, les crédits ont été multipliés par treize et ont atteint le chiffre de 4 millions de dollars; en 1965-1966, ils se sont élevés à 7 millions et demi, dont 2 millions affectés à des prêts qui doivent financer des projets de développement.

En 1965-1966, on comptait 187 enseignants, professeurs d'université et conseillers répartis entre les pays suivants: Cameroun (31), Congo-Brazzaville (3), Congo-Kinshasa (8), Côte-d'Ivoire (11), Dahomey (8), Guinée (1), Mali (5), Maroc (5), Niger (4), Rwanda (39), Sénégal (20), Tchad (13), Togo (8), Tunisie (31). Il y avait 69 étudiants des Etats africains d'expression française qui étudiaient au Canada.

Algérie

Une aide canadienne a été octroyée pour la première fois à ce pays en 1961. Le Canada doit consacrer \$110,000 à un programme d'entraînement de pilotes civils. Neuf Algériens ont étudié au Canada sous les auspices du programme d'assistance technique.

Cameroun

Le Canada a entrepris une étude du développement possible de certains aspects de l'industrie animale au Cameroun, projet qui pourrait s'étendre par la suite à d'autres régions du Cameroun.

Quelque 100 tonnes de papier ont été fournies au Centre de publication de livres de Yaoundé qui fonctionne sous les auspices des Nations Unies. Le Centre éditera des manuels scolaires et des brochures de caractère éducatif pour le Gabon, la République centrafricaine, le Congo-Brazzaville et le Tchad, en plus du Cameroun.

Le Cameroun a reçu, à l'intention de ses écoles et de ses programmes d'éducation des adultes, une série de 84 films destinés à l'enseignement qui ont été réalisés par l'Office national du film.

En 1965-1966, il y avait 31 enseignants et conseillers du Canada en service au Cameroun, et 28 étudiants du Cameroun effectuaient un stage au Canada.

Congo-Brazzaville

Une série de 84 films d'éducation a été fournie au Congo pour ses écoles et pour ses programmes d'éducation des adultes.

Le Canada a offert un stage à deux étudiants et a envoyé sept professeurs et conseillers, dont trois au cours de l'année 1965-1966.

Congo-Kinshasa

Le Canada a versé de nouveau cette année une cotisation de \$500,000 au Fonds des Nations Unies pour l'aide aux civils du Congo.

Le Canada a entrepris de fournir environ 900 tonnes de papier à la République du Congo pour la publication de manuels scolaires qui seront utilisés dans les écoles primaires et secondaires. Un premier envoi de 300 tonnes a été effectué en 1965-1966 et une quantité analogue sera livrée en 1966-1967 et en 1967-1968.

Huit étudiants effectuaient un stage au Canada et huit enseignants et conseillers sont allés au Congo (Kinshasa)

Côte-d'Ivoire

On comptait 11 professeurs et conseillers canadiens en Côte-d'Ivoire.

Dahomey

Une série de 84 films d'éducation a été fournie au Dahomey qui les utilisera dans ses écoles et pour ses programmes d'éducation des adultes.

Il y avait huit enseignants canadiens au Dahomey et deux étudiants de ce pays se trouvaient au Canada.

Gabon

Le Canada a fourni au Gabon du matériel pour l'enseignement audiovisuel, y compris un cinéma mobile et des films, ainsi que du matériel scolaire d'une valeur de \$55,000.

Guinée

Le Canada fournit actuellement à la Guinée du matériel de construction routière (profileuses et chargeuses) d'une valeur de \$170,000; il a envoyé un technicien qui donnera des instructions quant au maniement et à l'entretien du matériel.

Afin d'aider la Guinée à mettre en oeuvre son programme national de développement de l'éducation, le Canada fournit présentement à ce pays 1,500 tonnes de papier d'une valeur de \$600,000. Ce papier doit servir à la publication de manuels pour les écoles et de brochures pour les programmes d'éducation des adultes. Le Canada doit envoyer en outre dix "cinémas mobiles" entièrement équipés d'une valeur de \$150,000, et dix séries de films. Un étudiant de Guinée effectuait un stage au Canada.

Haute-Volta

La Haute-Volta a reçu 84 films d'enseignement pour ses écoles et pour ses cours destinés aux adultes.

Madagascar

Le Canada fournit 12 tonnes de papier à Madagascar pour l'impression de brochures destinées aux programmes d'éducation.

Quatre stagiaires de Madagascar étudiaient au Canada.

Mali

Trois ressortissants du Mali sont venus étudier au Canada et cinq professeurs canadiens ont été envoyés au Mali.

Maroc

Une série de 84 films d'enseignement a été envoyée au Maroc à l'intention des écoles et des programmes d'éducation des adultes.

Cinq enseignants canadiens se trouvaient au Maroc et quatre étudiants marocains poursuivaient leurs études au Canada.

Niger

Il y avait trois professeurs canadiens et un conseiller au Niger.

République centrafricaine

Une série de 84 films d'enseignement a été fournie à la République centrafricaine pour ses écoles et ses programmes d'éducation des adultes.

Deux étudiants de ce pays effectuaient un stage au Canada.

Rwanda

Le Canada contribue de manière importante à l'établissement de l'Université nationale du Rwanda à Butare. La construction de bâtiments et la fourniture de matériel ont entraîné des dépenses de plus de \$600,000. Le Canada a également fourni les services de 39 personnes à l'Université en 1965-1966.

Sénégal

Le Canada fournit du matériel d'enseignement audiovisuel et les services d'un réalisateur de films au Centre d'enseignement audiovisuel des Nations Unies à Dakar.

On comptait 19 professeurs canadiens et un conseiller au Sénégal. Un étudiant sénégalais faisait un stage au Canada.

Tchad

Le Tchad a reçu 84 films d'éducation pour ses écoles et ses cours destinés aux adultes.

Treize professeurs et conseillers canadiens travaillaient au Tchad et quatre stagiaires de ce pays se trouvaient au Canada.

Togo

Le Togo a reçu 84 films d'enseignement pour ses écoles et ses programmes d'éducation des adultes.

Huit enseignants canadiens se trouvaient dans ce pays et cinq étudiants du Togo poursuivaient des études au Canada.

Tunisie

Le Canada fournit du personnel à un service d'un hôpital pour enfants à Tunis. Un expert qui a été envoyé auprès de cet hôpital doit faire des recommandations concernant les besoins supplémentaires en personnel. Trois instructeurs ont été recrutés pour l'École d'aviation civile qui a été récemment créée en Tunisie. On admettra des candidats de tous les pays africains francophones. Sept techniciens doivent donner des instructions en ce qui concerne l'entretien et l'opération du matériel de construction routière. Le Canada recrutait également pendant l'année des ingénieurs qui travailleront comme conseillers à la fabrique de papier de Kasserine.

Le Canada a fait venir deux étudiants tunisiens et a envoyé 24 enseignants et sept conseillers en Tunisie.

Programme d'Aide aux Antilles du Commonwealth

Le programme canadien d'aide aux Antilles remonte à 1958 alors que la Fédération des Antilles qui réunissait la Jamaïque, la Trinité et Tobago, la Barbade et les îles du Vent et sous le Vent était en voie de formation. Le Canada s'est engagé au début à fournir une somme de 10 millions de dollars en cinq ans, somme qui devait avant tout être affectée à des projets qui présentent un certain avantage à toute la Fédération. Ce programme a été maintenu, même après la dissolution de la Fédération en 1962, mais sous forme d'une série de programmes individuels à l'intention des pays autrefois membres de la Fédération.

Le plan quinquennal primitif se terminait le 31 mars 1963, et, au cours de l'année financière suivante, le Canada a affecté à ces îles et au Honduras et à la Guyane britanniques, la somme de 2.1 millions de dollars.

A la demande des gouvernements bénéficiaires et selon leurs nécessités prioritaires, les fonds affectés au cours des six premières années dans le cadre du programme canadien d'aide aux Antilles du Commonwealth, ont été en grande partie absorbés par l'assistance technique, l'assistance en matière d'éducation et la fourniture de deux bateaux pour assurer le commerce entre les îles.

Au cours de l'année financière 1964-1965, le Canada a adopté un programme élargi d'aide aux Antilles et a porté à 9 millions de dollars, dont 3.5 millions en subventions et 5.5 millions en prêts de développement spéciaux, l'aide financière accordée à cette région. Il a affecté en 1965-1966 une somme de 10 millions, dont 4.5 millions en subventions et 5.5 millions en prêts de développement.

Au cours de 1965-1966, 1.97 million de dollars ont été absorbés par l'assistance technique, y compris l'affectation de 130 professeurs et conseillers canadiens dans ces territoires et la formation au Canada de 431 étudiants.

La Barbade et les îles du Vent et sous le Vent

Les huit Petites Antilles ont accordé la priorité au développement du commerce, aux installations scolaires et aux installations d'entreposage et de distribution d'eau. Au cours de l'année de rapport, le Canada a apporté une aide dans chacun de ces domaines. Afin de promouvoir l'exportation et le commerce entre les îles, le Canada a fourni du matériel portuaire à la Barbade, Grenade, Saint-Vincent, la Dominique, Antigua, Montserrat et Saint-Christophe, et des entrepôts ont été construits à Sainte-Lucie et à Saint-Christophe. Vers la fin de l'année, des économistes du Canada, de la Grande-Bretagne et des États-Unis ont pris part à un relevé tripartite du potentiel économique des îles.

Quatre écoles primaires ont été construites à Antigua, la Dominique et Grenade (2) et la construction de deux nouvelles écoles a été commencée à Antigua et à la Dominique. Le Canada a entrepris de fournir jusqu'à concurrence de \$125,000 en ameublement, en matériel de bureau et en matériel scolaire à l'Université des Antilles à la Barbade.

La construction d'installations d'entreposage et de distribution d'eau a été entreprise à Saint-Christophe, Montserrat et Sainte-Lucie dans le cadre d'un programme de conservation des eaux auquel le Canada a contribué \$1,200,000.

Guyane

La Guyane a accordé à son développement intérieur une importance capitale et, à cet égard, a entrepris l'aménagement d'un système routier. Le Canada a fourni du matériel d'entretien et de construction des routes de même que du matériel de forage de puits, des camions et des conseillers techniques dans le cadre d'un programme d'aide aux Amérindiens. Le programme comprenait aussi la fourniture de deux locomotives diesel d'une valeur de \$302,000 pour le transport et d'une pompe à incendie qui sera utilisée dans la ville de Georgetown qui compte un grand nombre d'édifices en bois.

Honduras britannique

Actuellement, un vieux pont tournant relie les deux parties de la capitale, Belize. Le premier projet d'assistance-équipement entrepris par le Canada en Honduras britannique est l'élaboration et la construction d'un nouveau pont surplombant le Belize.

Jamaïque

Afin de nourrir une population qui croît rapidement, la Jamaïque désire développer le potentiel de son industrie de la pêche. Le Canada a accepté de construire un bateau de pêche qui coûtera probablement \$125,000 et qui servira à la formation des pêcheurs de la Jamaïque.

Des initiatives locales de développement communautaire ont été entreprises dans certains villages jamaïquains. Le Canada a fourni du matériel d'entreposage et de distribution d'eau dans les milieux ruraux pour une valeur de \$100,000.

Afin de hausser le niveau des arts pratiques dans l'île, le Canada a fourni une somme de \$91,000 en matériel pour écoles industrielles.

Des prêts ont été consentis pour la construction du pont Olivier (\$700,000) et pour les services publics du projet de logement à prix modique de Harbour View (\$725,000).

Au cours de l'année, 86 Jamaïquains ont étudié au Canada et 21 professeurs et conseillers canadiens ont été envoyés en Jamaïque.

La Trinité et Tobago

La mise en place d'un système de guidage des avions à l'aéroport de Port-d'Espagne, au coût de \$150,000, est presque terminée. Afin d'aider les îles à préserver leurs ressources en bois, le Canada a fourni de l'équipement de lutte contre les incendies. Il a aussi fourni du bois pour les projets de logement à prix modique, du matériel portuaire, des usines préfabriquées, des docks et du matériel d'électrification rurale, affectant 3 millions de dollars à ces fins sous forme de prêts de développement spéciaux.

Au cours de 1965-1966, 75 ressortissants de la Trinité ont étudié au Canada et 47 professeurs et conseillers canadiens ont été envoyés dans les deux îles.

Programme d'aide à l'Amérique latine

L'assistance bilatérale du Canada à l'Amérique latine a commencé lorsqu'on a affecté à cette région la somme de 10 millions de dollars sur le fonds de prêts pour le développement approuvé par le Parlement en 1964. En 1965-1966, un montant additionnel de 10 millions y a été affecté.

Ce programme est exécuté en collaboration avec la Banque inter-américaine pour le développement qui choisit et étudie en premier lieu les projets à financer par ces fonds. Le Canada est consulté à chaque phase des démarches.

Le premier de ces projets a été un prêt de \$3,240,000 à la Commission du port d'Acajutla, au Salvador, pour l'expansion de ce port. Le second a été une étude de pré-investissement relative au bassin du fleuve Guayas, en Equateur. Plusieurs autres projets sont actuellement à l'étude.

TABLEAU A

Programmes canadiens d'aide
Étudiants et stagiaires au Canada

Année	Sud et Sud-Est asiatiques	Antilles	Afrique	Programme de bourses d'études du Commonwealth	Total
1956	370	-	-	-	370
1957	391	-	-	-	391
1958	400	5	3	-	408
1959	479	27	22	-	528
1960	541	30	40	100	711
1961	553	4	80	204	841
1962	621	14	134	274	1043
1963	824	77	218	304	1423
1964	953	189	358	320	1820
1965	1148	431	650	309	2538

*Années civiles

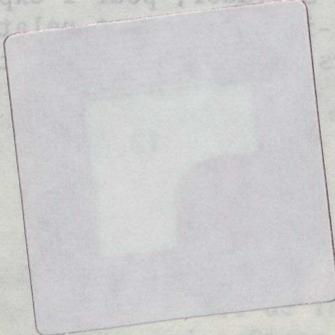


TABLEAU B

Programmes canadiens d'aide
Conseillers et enseignants en service

Année	à l'étranger			Total
	Sud et Sud-Est asiatiques	Antilles	Afrique	
1956	52	-	-	52
1957	59	-	-	59
1958	57	5	2	64
1959	54	13	7	74
1960	58	16	9	83
1961	62	11	53	126
1962	85	18	130	233
1963	110	33	199	342
1964	116	74	352	542
1965	130	130	614	874

*Années civiles

TABLEAU C

Aide bilatérale en 1965

Conseillers et enseignants en service

	<u>Subventions</u>	<u>Prêts</u>
	% du total	% du total
Agriculture, sylviculture, pêche	8.0	3.0
Transports et communications	6.0	24.2
Énergie	25.0	49.0
Éducation, logement, projets intéressant la collectivité	7.6	2.0
Matières premières industrielles et produits chimiques pour engrais	19.0	7.0
Aide alimentaire	22.0	-
Assistance technique	12.0	-
Développement industriel	0.4	14.8

